

L'argent : tyran ou serviteur ?

Article de Aline Fauvarque (Le Revenu) suite à la table ronde

Au cœur de la semaine de la finance solidaire, l'association Habitat et Humanisme pour le logement et l'accompagnement des personnes les plus démunies, organisait à l'issue de la projection du chef d'oeuvre « L'Argent » de Robert Bresson une table-ronde sur le thème : « Comment la Finance Solidaire permet-elle aux hommes et femmes en grande difficulté de se reconstruire et de retrouver l'estime d'eux-mêmes ? »

Dans le film, "[L'Argent](#)" de Robert Bresson, un jeune livreur payé en faux billets, se voit injustement accuser de recel. Le voilà pris dans une spirale infernale qui le transforme en meurtrier. Comment éviter de telles tragédies dans ce monde où, certes, les liquidités coulent à flots mais sans parvenir à satisfaire les besoins élémentaires de milliards d'êtres humains ?

« Avec des prêt plafonnés à 10 000 euros, nous pouvons faire basculer le destin du bon côté » témoigne Maria Nowak, présidente-fondatrice de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), spécialiste du micro-crédit. Et de rappeler l'histoire de Jean, ferrailleur, aidé par l'Adie qui a ainsi pu acheter une voiture, conduite par un ami jusqu'à ce qu'il passe son permis, arrête de boire et retrouve l'estime de lui-même. « Des personnes qui ne savent ni lire ni écrire, (un quart des personnes aidées), se trouvent être d'excellents entrepreneurs » témoigne-t-elle, citant Sainte Thérèse d'Avila. « L'argent excrément du diable mais pour cette terre, quel bon engrais »

Car si l'Adie mérite les applaudissements en créant 250 emplois par semaine, c'est qu'elle a trouvé les moyens de démultiplier les micro-crédits. Au prix, rappelle Maria Nowak, d'un double combat pour démontrer aux banques « que les gens que nous finançons peuvent être leurs clients futurs » et auprès des pouvoirs publics, avec les banques en soutien, pour qu'ils autorisent les banques à prêter non plus directement aux entrepreneurs mais à l'Adie elle-même. La [loi pour l'ESS](#) a donc couronné ses efforts après la création d'un parcours de création d'entreprise à l'ANPE -un tiers des entreprises qui se créent en France le sont par des chômeurs souligne Maria Nowak, et la création du statut d'auto-entrepreneur adopté dans 40% des créations d'entreprise.

Cependant, l'Etat est encore invité à lâcher la bride. « Les gens ont surtout besoin qu'on leur simplifie la vie » insiste Maria Nowack en chœur avec Hugues Sibille, président du [Labo de l'Economie Sociale et solidaire](#), et président du site d'information l'[AVISE](#) qui évoquait « un plafond de verre », estimant que « trop souvent les initiatives de la société civile sont empêchées dans leur développement par la tradition jacobine française.. »

Habitat et Humanisme qui fête ses 30 ans apportera-t-il la preuve du contraire ? Ce mouvement vient de conclure avec la Fédération Française du Bâtiment (FFB), un accord pour réinsérer des exclus dans le bâtiment. Exemple de mobilisation de la société civile pour les personnes en marge dont Bernard Coloos, directeur des Affaires Economiques, financières et internationales de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) regrette qu'elles ne soient pas plus nombreuses. Plus optimiste, Claude Alphanbéry citait ce proverbe africain « On entend l'arbre qui tombe mais pas la forêt qui pousse »,

Quel argent ?

Le jour même de ce débat, le vote de la Loi Sapin II, donnait naissance au livret de développement durable et solidaire ([LLDS](#)), qui ajoutant un S au LDD, ouvrait une possibilité nouvelle de partage des intérêts. « Début 2017, nous allons parler à 25 millions d'épargnants, un changement d'échelle considérable » s'enthousiasme Frédéric Tiberghien, président de [Finansol](#), l'association qui regroupe les acteurs de la finance solidaire et a déjà labellisé 144 produits d'épargne pour mieux guider les épargnants généreux.

« Une fois qu'on leur a montré ces produits, les particuliers répondent bien » assure Frédéric Tiberghien. En 30 ans, Habitat et Humanisme, d'ailleurs a multiplié les ruisseaux pour trouver des fonds : livrets et Fonds communs de placement de partage, assurance vie solidaire, émissions d'actions de sa foncière...

Mais, malgré sa créativité, la finance solidaire aujourd'hui, en France, attire seulement 0,19% des placements financiers des Français (4500 milliards d'euros). Finansol vise 1% afin d'irriguer toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), « la seule économie qui crée des emplois » Frédéric Tiberghien, non sans craindre une éventuelle baisse des dons et investissements ISF si l'impôt sur la fortune venait à être supprimé.

Il faut donc trouver des capitaux ailleurs, quitte à en faire un « premier acte de résistance » comme le raconte Claude Alphandéry, le président-fondateur du [Labo de l'Economie Sociale et Solidaire](#), qui dirigeait un réseau de résistance dans la Drôme. Durant l'hiver 1943-44, pour nourrir tous les jeunes gens fuyant le STO, l'aide des paysans ne suffisait plus, il est allé chercher « l'argent mal acquis, de l'argent qui tue, de l'argent qui pue » en taxant les collabos, prompts à racheter leur mauvaise conscience. « Comme par repentance on se pressait pour me glisser des liasses de gros billets » rappelle Claude Alphandéry, référence à l'appui : « Je dirais de l'argent ce qu'en disait Montesquieu : il n'y avait jamais eu un aussi bon esclave et un si méchant maître ».

Des gérants d'actifs à convaincre

En accord avec Claude Alphandéry, Michel Camdessus, veut piocher dans la poche des gérants d'actifs. « Les cinq cents plus importants gestionnaires d'actifs au monde disposent de plus de 75 trillions de dollars », rappelle l'ancien directeur général du Fonds Monétaire International ajoutant que ceux-ci « sont heureux de trouver des placements de long terme même si ce n'est pas aux taux mirifiques dont ils ont pu rêver il y a quelques années. »

En effet, les taux négatifs ayant anéanti les espoirs de gains sur les placements obligataires, la finance solidaire peut s'imposer comme un outil de diversification patrimoniale, pour peu que les espoirs de gains restent raisonnables. Une certaine exigence éthique devant rester présente. Frédéric Tiberghien le président de Finansol, qui labellise les produits solidaires, rappelait : « la finance solidaire s'est développée en réaction contre les excès de la finance et c'est aussi une finance qui veut se rénover de l'intérieur », à l'unisson avec, Hugues Sibille, vice-président du Crédit Coopératif, « une banque à part entière et une banque complètement à part » qui a profité de la tribune pour réitérer, son cri d'alarme contre la [crise morale des élites](#), et le départ des fonctionnaires dans le privé publié cet été sur le [Labo de l'Economie Sociale et solidaire](#).

L'aide d'Etat repensée

A l'échelle de la planète, Michel Camdessus rêve donc de créer un « Finansol mondial capable de susciter cette épargne solidaire et de la mobiliser ». Car, les belles résolutions de consacrer 1% des PIB des pays développés à l'aide au développement sont très loin d'être tenues : ce ratio n'est que de 0,35% (135 milliard de dollars), rappelle l'ancien président du FMI estimant qu'il faudrait des centaines de milliards pour atteindre les objectifs fixés. Sans parler des besoins du développement durable et de la Cop 21 qui se chiffrent à plusieurs trillions de dollars. « Les Etats ne pourront être le financeur principal ». A défaut de plan Marshall pour le développement, Michel Camdessus incite donc « les financiers à faire preuve de créativité dans ces domaines ». Notamment en trouvant de nouvelles de coopération public privé.

« La finance solidaire crée des passerelles, c'est la première arche d'un pont pour traverser ces abîmes et ces fractures » concluait Bernard Devert, fondateur d'Habitat et Humanisme, citant René Char « Impose ta chance, serre ton bonheur et va vers ton risque, à te regarder ils s'habitueront ».